

Jacques Cheminade.fr

La France avec les yeux du futur

Archives

Colère

mardi 17 novembre 2009

Comme j'écris cet article, les maires de France portent leur colère à Paris. Colère face à la « réforme » des collectivités locales et la suppression de la taxe professionnelle, qui les laisse face à un choix inacceptable : ou bien réduire à la hache leurs dépenses, ou bien faire supporter à leurs habitants des impôts locaux aujourd'hui payés par les entreprises. L'Etat a bien promis d'assurer la compensation des recettes manquantes mais seulement pour 2010. Après, il y aura une clause de « revoyure ». Sans garanties. Le nombre d'élus sera réduit, 3000 conseillers généraux en moins, les 3000 restant étant des conseillers territoriaux siégeant à la fois dans le département et dans la région, avec des conflits d'intérêt à prévoir. Les nouvelles élections se feront à un tour, à l'anglaise, favorisant les plus riches au détriment des plus faibles et des plus pauvres. Moins d'élus, cela signifie en effet moins de contre-pouvoirs et plus de facilités pour exercer des pressions à leur encontre.

Cette réforme, suivant le ministre du Budget, est « faite pour les entreprises d'abord », comme si le plus urgent était de faire plaisir au Medef. Cette politique reflète l'influence de Wall Street et de la City sur l'ensemble de notre pays, à travers leurs relais au sein du gouvernement mais aussi de leur opposition officielle, dont la timidité impressionne. La docilité et la servitude volontaire progressent, sous le sourire narquois des courtisans. Ainsi Alain Minc, dans *Marianne*, loue la façon dont le CGT, « pôle réformiste dur », et la CFDT, « pôle réformiste mou », ont « canalisé le mécontentement » au plus fort de la crise sociale, notamment en inventant « le rituel de la manif mensuelle qui était un exutoire ».

Cette fois au contraire, les élus locaux doivent tenir. Il faut non seulement que le gouvernement recule sur la réforme en cours, mais exiger que le gouvernement et l'opposition fassent sauter les menottes qui enserrant la France, c'est-à-dire la politique de la City de Londres et de Wall Street et les dispositions des traités européens qui empêchent une initiative de crédit public en vue de l'équipement de l'homme et de la nature.

Il faut avoir le courage qu'a eu Xavier Mathieu sur *France 2* (*Vous avez le dernier mot*, le 30 octobre 2009) pour interpeller Nicolas Baverez et Jacques Attali, en leur disant « on ne veut plus vous filer notre avenir ».

Dans cette situation qui devient révolutionnaire, il est essentiel que les élus locaux aient eux aussi le courage de dire « nous sommes le peuple, et nous ne nous laisserons pas faire ».

Les gouvernements qui assurent le relais de cette politique ne sont plus légitimes, car ils violent les principes inscrits dans notre devise nationale et le Préambule de notre Constitution. Avec la crise, les vols de nécessité se multiplieront pour avoir du lait maternisé, des couches-culottes ou de la viande. En même temps, les jeux de cirque, comme la distribution de billets que prévoyait Rentabili-web sur le Champ-de-Mars le 14 novembre se multiplieront, réduisant les êtres humains à des animaux désespérés et cupides.

Est-ce le monde que l'on veut ? Si on répond non, il faut soutenir la résistance de nos élus locaux, tout en leur soumettant un projet pour une politique internationale, nationale, régionale et locale qui substitue au renflouement des financiers l'équipement de l'homme et de la nature, l'éducation,

la santé publique, la recherche et les infrastructures. A leur colère et à celle des Xavier Mathieu il faut un horizon, sans quoi elle demeurera impuissante.
